

Unité départementale de l'Isère

Grenoble,

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22 février 2023

Contexte et constats

Publié sur



ETABLISSEMENT

ULMANN Père et Fils à Saint-Maurice l'Exil

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22 février 2023 dans l'établissement ULMANN Père et Fils situé 1 Rue de Narvik, 38550 Saint-Maurice l'Exil.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETABLISSEMENT : ULMANN Père et Fils
- Adresse : 1 Rue de Narvik, 38550 Saint-Maurice l'Exil
- Code AIOT dans GUN : 0006103152
- Régime : A
- Statut Seveso : non concerné

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associé une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées peuvent conduire suivant le cas, à une demande d'action corrective par lettre préfectorale ou à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)
n°1 clôture du site	point 1.4 des prescriptions applicables de l'arrêté préfectoral N°83-3684 du 22 juin 1983		Lettre de suite préfectorale
N°4 Etanchéité de l'aire de stockage des déchets	point 5.2 des prescriptions applicables de l'arrêté préfectoral N°83-3684 du 22 juin 1983		Lettre de suite préfectorale
N°6 hauteur des dépôts métalliques	point 8.1 des prescriptions applicables de l'arrêté préfectoral N°83-3684 du 22 juin 1983		Lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
N°2 nettoyage du séparateur d'hydrocarbures	Point 4.2 des prescriptions applicables de l'arrêté préfectoral N°83-3684 du 22 juin 1983		
N°3 Etanchéité du stockage de batteries	point 4.3 des prescriptions applicables de l'arrêté préfectoral N°83-3684 du 22 juin 1983. Point 8.4 de l'arrêté préfectoral N°83-3684 du 22 juin 1983		
N°5 Vérifications périodique des moyens de lutte contre l'incendie	Point 6.4-a) des prescriptions applicables dde l'arrêté préfectoral N°83-3684 du 22 juin 1983		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, il est proposé une lettre de suite préfectorale pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- clôture du site - Référence réglementaire : point 1.4 des prescriptions applicables de l'arrêté préfectoral N°83-3684 du 22 juin 1983 - Délai 3 mois
- étanchéité de l'aire de stockage des déchets - Référence réglementaire : point 5.2 des prescriptions applicables de l'arrêté préfectoral N°83-3684 du 22 juin 1983 - Délai: 5 mois
- hauteur des dépôts métalliques - Référence réglementaire : point 8.1 des prescriptions applicables de l'arrêté préfectoral N°83-3684 du 22 juin 1983 - Délai: 2 mois

2-4) Fiches de constats

Point de contrôle 1

Références réglementaires : point 1.4 des prescriptions applicables de l'arrêté préfectoral N°83-3684 du 22 juin 1983. Afin d'en interdire l'accès, le chantier sera entouré d'une clôture efficace et résistante ou d'un mur d'une hauteur minimale de deux mètres.
Constats : Le mur d'enceinte le long de la limite de propriété avec les ateliers municipaux n'est pas assez haut (environ 1 mètre).
Avis de l'inspection des ICPE: non-conforme. L'exploitant doit réhausser le mur mentionné ci-dessus jusqu'à une hauteur de 2 mètres. Délai 3 mois.
Proposition de suites : lettre préfectorale

Point de contrôle 2

Références réglementaires : point 4.2 des prescriptions applicables de l'arrêté préfectoral N°83-3684 du 22 juin 1983. Pour éviter tous rejets importants d'hydrocarbure ou graisse, <u>un décanteur-deshuileur traitera les eaux provenant des aires de stockage des ferrailles</u> , moteurs ou boîtes à vitesses recouverts ou contenant des hydrocarbures. Cet appareil sera suffisamment dimensionné pour traiter en totalité les eaux des ruissellements afin de respecter les concentrations définies au paragraphe 4.1.
Constats : L'exploitant a déclaré que le séparateur d'hydrocarbures du site n'a jamais été vidangé.
Avis de l'inspection des ICPE: Observation. L'exploitant doit faire nettoyer le séparateur à hydrocarbures de son site et tenir le justificatif à disposition de l'inspection des installations classées.
Proposition de suites : aucune

Point de contrôle 3

Références réglementaires : point 4.3 des prescriptions applicables de l'arrêté préfectoral N°83-3684 du 22 juin 1983. Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident se produisant dans l'enceinte de l'établissement (rupture de récipient, renversement d'engins de transports...) de déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers les égouts extérieurs à l'usine ou le milieu naturel. Point 8.4 de l'arrêté préfectoral N°83-3684 du 22 juin 1983 arrêté préfectoral N°2015 105-0022 de mise à jour de classement du 15 avril 2015 <u>Des récipients ou bacs étanches seront prévus pour déposer les liquides, huiles etc.... récupérés.</u>
Constats : Au niveau du stockage de batteries abrité par une toiture, une caisse de batteries n'était pas totalement abritée des intempéries et le jour de l'inspection de l'eau de pluie ruisselait depuis la toiture jusque dans la caisse contenant des batteries. La caisse de stockage temporaire de batteries recueillies en journée par les opérateurs n'est également pas protégée des intempéries. L'exploitant a indiqué le jour de l'inspection qu'il ferait le nécessaire. Par ailleurs la quantité de batterie présente le jour de l'inspection était d'environ 7 tonnes bien inférieure à la limite de 15 tonnes autorisée.
Avis de l'inspection des ICPE: Observation. L'exploitant doit stocker l'ensemble de ses différents bacs de batteries sous abri (la majorité étaient déjà sous abri le jour de l'inspection mais n'avaient pas de couvercles) afin de notamment pouvoir garantir <u>leur étanchéité</u> (Point 8.4 de l'arrêté préfectoral N°83-3684 du 22 juin 1983) en cas d'intempéries et ainsi de pouvoir garantir les exigences du point 4.3 des prescriptions applicables de l'arrêté préfectoral N°83-3684 du 22 juin 1983 (<u>absence de déversement direct de matières dangereuses vers les égouts ou le milieu naturel</u>) ou bien placer des couvercles étanches sur ces bacs.
Proposition de suites : aucune

Point de contrôle 4

Références réglementaires : point 5.2 des prescriptions applicables dde l'arrêté préfectoral N°83-3684 du 22 juin 1983. Toute précautions (fréquence d'enlèvement, <u>aire étanche...</u>) seront prises pour que les dépôts de déchets ne soient pas à l'origine d'une gêne pour le voisinage, notamment par des odeurs, ou d'une pollution des eaux superficielles ou souterraines. arrêté préfectoral N°2015 105-0022 de mise à jour de classement du 15 avril 2015
Constats : Le sol de l'installation est par endroits non bétonnée ou le béton n'est plus présent et des déchets métalliques sont stockés sur ces emplacements. L'exploitant a précisé que les déchets comme: les cuves à hydrocarbures, cuves à huiles, moteurs ne sont acceptés sur le site que si ils ont fait l'objet d'une vidange/nettoyage préalable. Il n'a pas été constaté de traces d'huiles au sol et les déchets métalliques présents n'étaient pas enduits d'huiles ou de graisses.
Avis de l'inspection des ICPE: non-conforme. L'exploitant doit stocker ses déchets sur aire étanche. L'aire de stockage extérieur ne pourra pas dépasser 2000m ² . Délai: 5 mois
Proposition de suites : lettre préfectorale

Point de contrôle 5

Références réglementaires : point 6.4-a) des prescriptions applicables de l'arrêté préfectoral N°83-3684 du 22 juin 1983. ...Les moyens de secours contre l'incendie feront l'objet de vérifications périodiques...
Constats : Les extincteurs et le RIA ont fait l'objet d'un contrôle par la société Protex incendie le 23/09/2022.
Avis de l'inspection des ICPE: Conforme
Proposition de suites : aucune

Point de contrôle 6

Références réglementaires : point 8.1 des prescriptions applicables de l'arrêté préfectoral N°83-3684 du 22 juin 1983. La hauteur du dépôt sera inférieure à 4 mètres.
Constats : Un tas de déchets métalliques d'une hauteur de 5 mètres situé contre le bâtiment de l'atelier dépasse la limite autorisée de 4 mètres. Des habitations font face et ont vue sur le site.
Avis de l'inspection des ICPE: non-conforme. L'exploitant doit limiter la hauteur des dépôts métalliques à 4 mètres. Délai: 2 mois
Proposition de suites : lettre préfectorale